

Note de recherche
Le Baromètre de la confiance politique / Vague 12

Mars 2021

LES INQUIÉTUDES ÉCONOMIQUES LIÉES À LA CRISE SANITAIRE PEUVENT-ELLES NOURRIR LE POPULISME ?

Gilles Ivaldi

Chargé de recherche CNRS

gilles.ivaldi@sciencespo.fr

Si les acteurs populistes semblent globalement éprouver des difficultés à faire entendre leur voix dans la crise sanitaire actuelle, l'hypothèse d'un recul durable de ces partis doit être envisagée avec la plus grande prudence. Les enjeux et anxiétés qui président au vote populiste continuent de travailler en profondeur les opinions publiques en Europe. La vague 12 du Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF réalisée en février dernier en France, en Allemagne, en Italie et au Royaume-Uni atteste de la présence d'attitudes populistes diffuses dans les quatre pays, qui constituent un potentiel de mobilisation pour les acteurs populistes car ancrées dans la défiance politico-institutionnelle et fortement corrélées avec les inquiétudes économiques produites par la crise de Covid-19.

La relative incapacité des formations populistes de faire entendre leur voix dans le contexte sanitaire actuel semblent jusqu'à présent témoigner d'un nouveau cycle politique moins porteur pour des partis tels que le Rassemblement national et la France insoumise en France, l'AfD ou *Die Linke* en Allemagne ou le Mouvement 5 étoiles et la *Lega* en Italie.

Il serait sans doute imprudent de conclure trop vite à un recul durable de ces acteurs : les enjeux et anxiétés qui président au vote pour ces formations continuent de travailler en profondeur les opinions publiques en Europe et constituent un réservoir potentiel pour les entrepreneurs populistes.

Plus encore, les attitudes structurantes du populisme demeurent présentes au sein des opinions publiques européennes. La vague 12 du Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF réalisée en février dernier en France, en Allemagne, en Italie et au Royaume-Uni atteste d'attitudes populistes assez largement partagées par les citoyens dans les quatre pays de l'enquête, qui constituent un potentiel de mobilisation pour les acteurs populistes car, nous allons le voir, ancrées dans une défiance politico-institutionnelle structurelle, et fortement corrélées avec les inquiétudes économiques produites par la crise de Covid-19.

Un cycle de déclin des forces populistes ?

Un peu partout en Europe, la pandémie de coronavirus représente un défi majeur pour les acteurs populistes. Au pouvoir ou dans l'opposition, ces derniers ne semblent pas, pour l'heure, tirer profit des effets de la crise sanitaire.

Aux États-Unis, la défaite de Donald Trump à l'élection présidentielle de novembre 2020 a illustré l'effet des enjeux liés à l'épidémie de Covid-19 sur le potentiel de mobilisation des populistes¹. Au Royaume-Uni, Boris Johnson a payé le prix politique de sa gestion pour le moins erratique dans la première phase de la pandémie : outre une campagne de vaccination réussie, son retour - très limité - en popularité depuis décembre² tient aussi à l'abandon par le premier ministre britannique de la démagogie populiste et l'adoption d'un style tout churchillien face à l'accélération de l'épidémie. En Italie, les populistes de la Lega et du M5S ont fait nouveau pas supplémentaire vers la normalisation et rejoint le gouvernement technique de Mario Draghi en février dernier, renonçant *de facto* à ouvrir une nouvelle crise politique.

Lorsqu'elles se trouvent dans l'opposition, les forces populistes peinent jusqu'à présent à occuper l'espace. En France, en dépit de campagnes très offensives contre Emmanuel Macron, ni la France insoumise de Jean-Luc Mélenchon ni le Rassemblement national de Marine Le Pen ne semblent pas tirer véritablement bénéfice de la crise sanitaire. Outre-Rhin, l'AfD a enregistré des scores à la baisse lors des élections régionales récentes dans le Bade-Wurtemberg et en Rhénanie-Palatinat, perdant respectivement 5,4 et 4,3 points. Le parti est actuellement crédité de 11% des intentions de vote respectivement pour les prochaines législatives de septembre 2021, en recul par rapport à 2017. À gauche, *Die Linke* est également en repli avec 8% des intentions de vote³. Aux Pays-Bas, les partis populistes de droite - le PVV de Geert Wilders et le FvD de Thierry Baudet - et de gauche - le SP - se sont maintenus à un niveau comparable à celui de 2017 à l'occasion des législatives de mars 2021 qui ont été marquées par le succès du VVD du Premier ministre Mark Rutte et des libéraux-démocrates de D66.

Cet état de relative léthargie contraste fortement avec le cycle populiste global ouvert par la crise financière de 2008, et tient pour l'essentiel à deux grands ordres de facteurs. Le premier est l'effet classique de *rally round the flag*, tel que défini dans les années 1970 par la sociologie politique américaine⁴, et qui postule qu'en temps de crise grave, les citoyens soutiennent le parti au pouvoir. Dans le contexte actuel, ces derniers privilégient la recherche de solutions crédibles et rassurantes⁵, et se détournent de la démagogie, des solutions simplistes, voire du complotisme *soft* des populistes, notamment à droite.

1. <https://www.institutmontaigne.org/blog/lecons-americaaines-pour-les-populistes-europeens>

2. De 34% d'opinion positives à 41% en février 2021 (<https://yougov.co.uk/topics/politics/trackers/boris-johnson-approval-rating>)

3. <https://www.politico.eu/europe-poll-of-polls/germany/>

4. Notamment John E. Mueller, « Presidential popularity from Truman to Johnson », *American Political Science Review*, 1970, 64:18-34.

5. Cf. André Blais, Bol, Damien, Giani, Marco et Loewen, Peter (2021), « The effect of COVID-19 lockdowns on political support: Some good news for democracy? » *European Journal of Political Research*. <https://doi.org/10.1111/1475-6765.12401> ; Cf. également Kai Chi Yam, Joshua Conrad Jackson, Christopher M. Barnes, Jenson Lau, Xin Qin, Hin Yeung Lee, « The rise of COVID-19 cases is associated with support for world leaders », *Proceedings of the National Academy of Sciences* Oct 2020, 117 (41) 25429-25433; DOI: 10.1073/pnas.2009252117.

6.

<https://voxeu.org/content/mit-ignoring-covid-economic-crisis-act-fast-and-do-whatever-it-takes>

Le second facteur tient au retour en force du volontarisme politique et de l'État social au travers des nombreux plans de sauvetage des économies nationales. Le pari du « quoi qu'il en coûte », au niveau des États mais également de l'Union européenne, apporte, à court terme, une réponse aux anxiétés liées aux conséquences économiques et sociales de la pandémie⁶. Il peut agir de ce fait comme un rempart à l'instrumentalisation par les populistes des multiples insécurités qui se font jour, nous allons le voir, au cœur des opinions publiques.

Un populisme latent

Il serait cependant imprudent de conclure à un recul durable du populisme. Les attitudes structurantes du populisme demeurent bien présentes au sein des opinions publiques européennes. La vague 12 du Baromètre de la confiance politique du CEVIPOF réalisée en février dernier en France, en Allemagne, en Italie et au Royaume-Uni atteste d'attitudes populistes assez largement partagées par les citoyens dans les quatre pays de l'enquête.

7.

Cf. Akkerman, Agnes, Mudde, C. and Zaslove, Andrej (2014). "How populist are the people? Measuring populist attitudes in voters". *Comparative Political Studies*, 47(9), pp. 1324-1353; Marcos-Marne, Hugo, Carolina Plaza-Colodro and Tina Freyburg (2020). "Who votes for new parties? Economic voting, political ideology and populist attitudes", *West European Politics*, 43:1, 1-21.

Le populisme est appréhendé à partir d'une batterie d'items, qui s'appuie et prolonge l'important volume de littérature comparative consacré à la mesure des attitudes populistes⁷ (Cf. Tableau 1). Ces nombreux travaux attestent la présence du populisme en tant que structure cohérente de représentations du champ politique, organisée par une vision duale de la société politique opposant le « peuple » et « l'élite », accompagnée de l'affirmation du primat absolu de la souveraineté populaire.

Ainsi que le suggèrent les données du Baromètre, la critique des élites politiques est forte en France, en Allemagne, en Italie et au Royaume-Uni : plus de 60% des enquêtés pensent que les hommes politiques n'agissent pas assez ou qu'ils sont déconnectés de la réalité ; l'appel à la souveraineté populaire réunit près d'un répondant sur deux dans les quatre pays de l'enquête ; le sentiment d'un fossé entre les citoyens et leurs représentants est partagé par près des deux tiers des Français, des Allemands, des Italiens et des Britanniques, et pas loin de la moitié disent préférer être représentés par un citoyen ordinaire plutôt qu'un politicien professionnel (Cf. Tableau 1).

Tableau 1 : Attitudes populistes en France, en Allemagne, en Italie et au Royaume-Uni

	France	Allemagne	Royaume-Uni	Italie
Les hommes politiques parlent trop et n'agissent pas assez	74	66	71	80
Les responsables politiques sont déconnectés de la réalité et ne servent que leurs propres intérêts	70	56	67	75
Les différences politiques entre les citoyens ordinaires et les élites sont plus grandes que les différences entre citoyens	62	66	65	68
C'est le peuple, et pas les responsables politiques, qui devrait prendre les décisions politiques les plus importantes	46	51	45	45
Je préférerais être représenté(e) par un citoyen ordinaire plutôt que par un politicien professionnel	53	44	45	44
En politique, lorsqu'on parle de compromis, c'est qu'on renonce en réalité à ses principes	46	41	48	52
Malgré ce que disent certains, la plupart des hommes politiques essaient de tenir leurs promesses de campagne électorale	32	42	44	25

% réponses « tout à fait d'accord » et « plutôt d'accord »

8.

Notons que l'item relatif aux « promesses tenues » ne participe pas de cette dimension et est donc retiré de la construction de l'échelle.

9.

Pour l'ensemble des modèles dans cette note, on spécifie des effets fixes par pays afin de contrôler les spécificités nationales et réduire d'éventuels biais d'hétérogénéité non-observée. Pour le calcul des erreurs standards, on utilise un estimateur robuste clustérisé selon les pays.

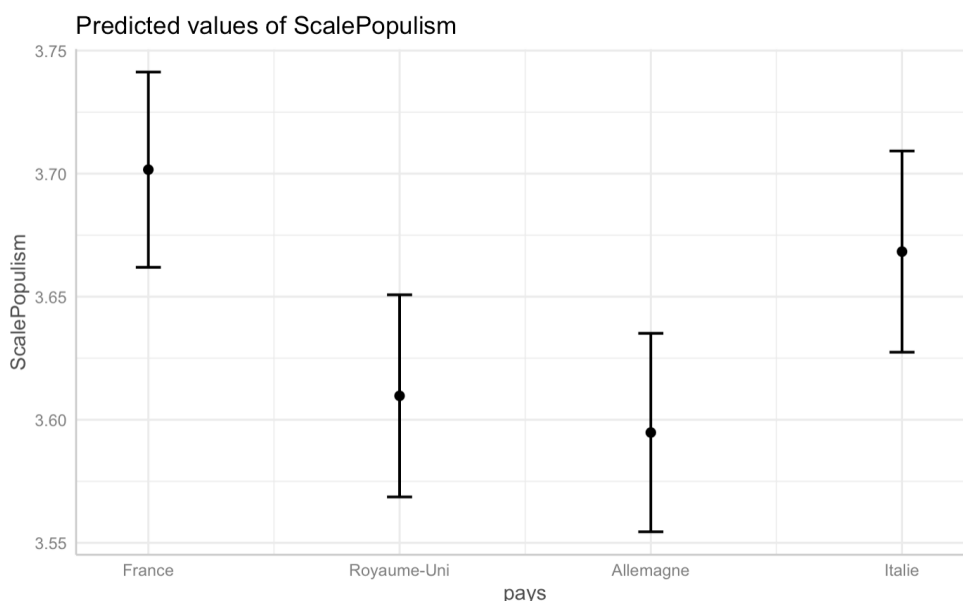
D'un point de vue empirique, il est possible, à partir des items singuliers, d'identifier une dimension latente de populisme, qui forme un système cohérent d'attitudes. L'homogénéité des réponses est vérifiée par le coefficient Alpha de Cronbach, qui vaut 0,80 en France, 0,76 en Italie, 0,86 en Allemagne et 0,82 au Royaume-Uni. Pour chaque enquête, on calcule un score de populisme à partir de la moyenne de ses réponses aux 6 items⁸.

Radiographie du populisme

Un premier modèle de régression linéaire à partir des variables sociodémographiques standards de genre, d'âge, de niveau de diplôme et de profession, ainsi qu'une mesure subjective de niveau de vie et de risque de chômage confirme l'ancrage variable des attitudes populistes dans les groupes sociaux et selon les contextes nationaux⁹ (Cf. Modèle 1 en annexe).

En contrôlant l'effet des critères socio-démographiques, ce premier modèle confirme tout d'abord que le niveau de populisme est significativement plus élevé en France et en Italie, et, comparativement, plus faible en Allemagne et au Royaume-Uni (Cf. Figure 1). En France et chez nos voisins italiens, la prégnance de ce populisme d'en-bas fait écho à la présence forte de partis populistes sur la scène politique nationale, qu'il s'agisse chez nous du Rassemblement national ou de la France insoumise ou de la *Lega*, des Frères d'Italie ou du *Movimento 5 Stelle* en Italie. En regard, le populisme partisan demeure plus marginal en Allemagne où l'AfD et *Die Linke* ne semblent pas profiter, nous l'avons souligné, du contexte de crise sanitaire. Au Royaume-Uni, enfin, il n'existe pas de formation populiste à gauche et les deux principaux partis populistes de droite sont restés très marginaux lors des dernières élections législatives de décembre 2019, avec 2% des suffrages pour le *Brexit Party* et moins de 0,5 pour ce qui reste de l'ancien UKIP.

Figure 1 : Niveaux comparés de populisme en France, Allemagne, Italie et au Royaume-Uni



Valeurs prédites de populisme à partir du modèle 1 en annexe

10.

Cf. Eelco Harteveld, Wouter Van Der Brug, Stefan Dahlberg & Andrej Kokkonen (2015) The gender gap in populist radical-right voting: examining the demand side in Western and Eastern Europe, *Patterns of Prejudice*, 49:1-2, 103-134.

11.

Rovira Kaltwasser, C. and S. Van Hauwaert (2020) "The populist citizen: Empirical evidence from Europe and Latin America". *European Political Science Review*, 12(1), p. 1-18.

12.

Ivaldi, G. (2017) "Electoral basis of populist parties", in Heinisch, Reinhard C., Holtz-Bacha, Christina and Oscar Mazzoleni (eds.) *Political Populism. A Handbook*, Baden-Baden : Nomos, p.157-168.

Le genre n'exerce pas ici d'effet significatif : les attitudes populistes apparaissent également partagées par les hommes et les femmes dans les quatre pays de l'enquête. Cette observation va à l'encontre de la littérature sur le *gender gap* du populisme généralement considéré comme un phénomène à prédominance masculine, en particulier dans sa variante de droite radicale incarnée par le Rassemblement national français, la *Lega* en Italie ou l'AfD outre-Rhin. Ce point nous rappelle que le populisme peut aussi se développer à gauche de l'échiquier politique et ne recouvre pas nécessairement de ce fait les composantes nativiste et autoritaire de la droite radicale, dont on sait par ailleurs qu'elles constituent des facteurs déterminants de l'écart traditionnel entre hommes et femmes dans le vote en faveur de ces partis¹⁰.

L'âge en revanche produit un effet substantiel et en forme de cloche : le degré de populisme apparaît sensiblement plus élevé dans les classes d'âges intermédiaires, auprès d'une population active entre 30 et 65 ans, et plus faible en comparaison à la fois chez les plus jeunes et chez les plus âgés.

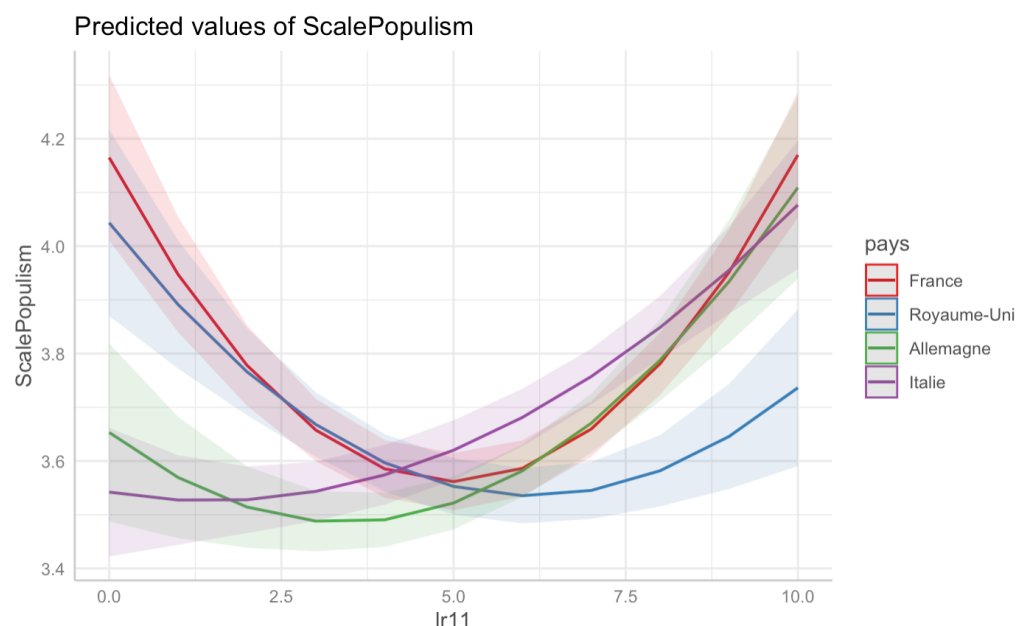
Sans surprise, le degré de populisme est significativement associé au capital éducatif : le populisme diminue à mesure qu'augmente le niveau de diplôme, en contrôlant l'effet des autres variables sociodémographiques. Les écarts sont significatifs et substantiels, notamment chez les diplômés du supérieur. Ces résultats confirment des observations largement établies dans les nombreuses études empiriques consacrées aux attitudes populistes¹¹ quand bien même des différences existent notamment lorsque sont distinguées diverses manifestations du phénomène populiste, à droite et à gauche de l'axe politique¹².

On n'observe que peu de variations significatives au regard de la profession, mesurée ici à partir d'une mesure comparative standardisée basée sur la nomenclature ISCO : s'il demeure relativement plus faible au sein des professions intellectuelles et supérieures, le populisme attitudinal semble bien traverser l'ensemble des catégories professionnelles, gardant à l'esprit que le modèle prend simultanément en compte le niveau de diplôme auquel la profession est fortement associée statistiquement.

Les variables de position sociale subjective exercent en revanche un effet beaucoup plus substantiel. Les attitudes populistes sont fortement corrélées avec la pauvreté perçue par les individus, notamment chez les enquêtés qui disent s'en sortir « difficilement » ou « très difficilement » avec les revenus de leur ménage, ainsi qu'auprès des répondants qui estiment avoir « beaucoup de risques de se retrouver au chômage dans les mois à venir ».

En termes politiques, enfin, on retrouve une distribution classique du populisme ouest-européen aux extrêmes de l'axe politique. L'ajout de la variable de placement sur l'échelle gauche-droite en 11 positions montre que le populisme suit une courbe en U et qu'il est sensiblement plus marqué aux deux pôles extrêmes de l'axe idéologique (Cf. Modèle 2 en annexe). Cet effet est variable selon les pays cependant : la polarisation est particulièrement notable en France où le populisme est fort aux deux extrémités de l'axe gauche-droite ; au Royaume-Uni, le populisme apparaît comparativement plus marqué chez les électeurs orientés à gauche ; en Allemagne et en Italie en revanche, le populisme est principalement ancré chez ceux qui se situent le plus à droite de l'axe idéologique (Cf. Figure 2).

Figure 2 : Distribution du populisme selon le positionnement sur l'axe gauche-droite en 11 positions en France, Allemagne, Italie et au Royaume-Uni



Valeurs prédites de populisme à partir du modèle 2 en annexe, avec effets d'interactions pour les pays

Inquiétudes économiques et populisme

Les données du Baromètre laissent apparaître une forte corrélation entre le populisme attitudinal et les inquiétudes économiques liées à la pandémie, s'agissant en particulier de la dimension « égotropique », c'est-à-dire liée à l'évaluation par les individus de leur situation personnelle ou de leur foyer.

La vague 12 du Baromètre de la confiance politique mesure le niveau d'inquiétudes économiques liées à la pandémie de Covid-19, à la fois au niveau personnel et pour la situation économique du pays (Cf. Tableau 2). Dans les quatre pays de l'enquête, les inquiétudes relatives à la situation financière du foyer sont exprimées par un répondant sur deux environ, de 45% au Royaume-Uni à 53% en Italie ; la situation économique du pays apparaît en revanche comme un sujet majeur de préoccupation pour une très large majorité, de 72% en Allemagne à plus de 80% dans les trois autres pays, jusqu'à 89% chez nos voisins italiens.

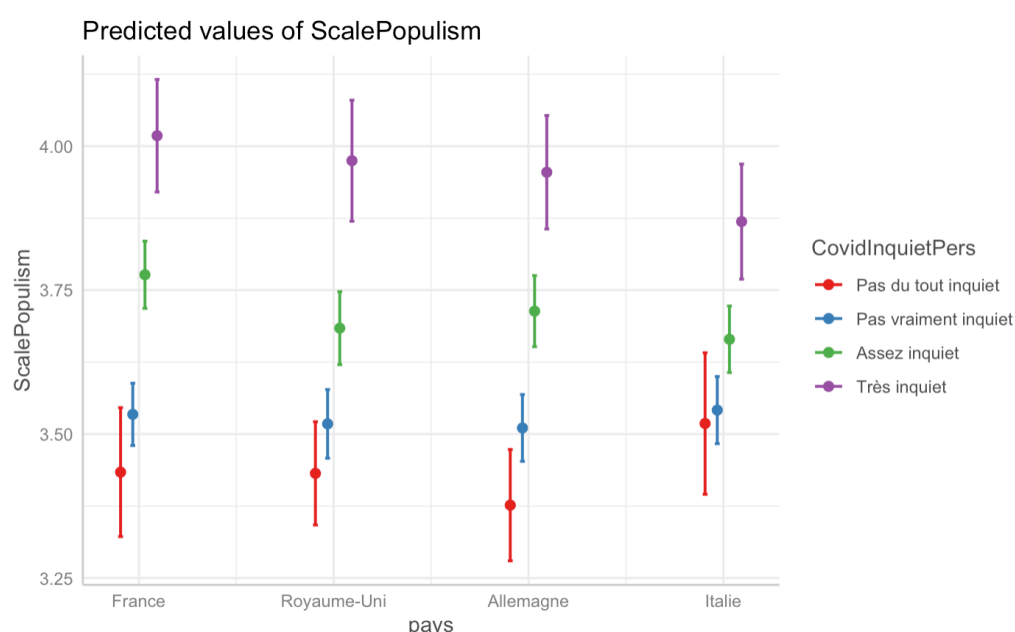
Tableau 2 : Inquiétudes économiques face à la crise sanitaire en France, en Allemagne, en Italie et au Royaume-Uni

	France	Allemagne	Royaume-Uni	Italie
La situation financière de votre foyer	48	46	45	53
La situation économique de la France	84	72	80	89

Question : En pensant à l'épidémie actuelle de coronavirus, êtes-vous personnellement très inquiet, assez inquiet, pas vraiment inquiet ou pas du tout inquiet en ce qui concerne... ; % de réponses « très inquiet » et « assez inquiet », données pondérées

Ainsi que le montre la Figure 3, le degré de populisme croît de manière très significative avec le niveau d'inquiétude exprimé par les enquêtés quant à l'avenir de leur foyer, quelles que soient par ailleurs les caractéristiques de genre, d'âge, de diplôme, de profession ou de perception de sa situation subjective, et indépendamment également du contexte national (Cf. Modèle 3 en annexe). Dans tous les cas, le populisme est le plus élevé chez les individus qui expriment le plus fort niveau d'inquiétude économique face à la pandémie de Covid-19. Notons qu'un même effet est visible pour la dimension « sociotropique », c'est-à-dire l'évaluation des risques pour l'économie du pays, qui témoigne du lien plus général qui existe entre populisme et anxiétés socio-économiques.

Figure 3 : Niveau de populisme selon le degré d'inquiétude économique pour le foyer, lié à la crise sanitaire



Valeurs prédites de populisme à partir du modèle 3 en annexe, avec effets d'interactions pour les pays

S'il peut être assez clairement observé d'un point de vue statistique et s'il apparaît résistant à l'ensemble des contrôles socio-démographiques inclus dans le modèle, ce lien entre inquiétudes relatives à la crise sanitaire et populisme demeure naturellement complexe et endogène. La pandémie de coronavirus affecte, on le sait, les groupes sociaux les plus fragiles et les plus exposés à l'insécurité socio-économique, dont on a vu qu'ils sont généralement plus enclins au populisme. Par ailleurs, la littérature internationale montre que les électeurs populistes - notamment à droite de l'échiquier politique - sont traditionnellement plus pessimistes et nostalgiques d'un âge d'or idéalisé, et que ce pessimisme les distingue des autres électorats européens¹³.

13.

Steenvoorden, Eefje and Eelco Harteveld (2018), "The appeal of nostalgia: the influence of societal pessimism on support for populist radical right parties, *West European Politics*, 41(1), 28-52".

Le rôle de la confiance politique

La présence d'attitudes populistes diffuses dans l'ensemble des électorats européens est également à mettre en regard de la défiance qui s'y exprime face aux institutions et aux élites politiques.

De nombreux travaux illustrent les liens très étroits qui existent entre l'existence d'une défiance politico-institutionnelle et le soutien apporté aux partis populistes (Algan et al. 2017). Ces liens tendent notamment à se renforcer avec la dégradation des conditions socio-économiques (Guiso et al. 2017). L'effet de la défiance reste par ailleurs hétérogène et il apparaît particulièrement marqué dans certains secteurs sociaux, notamment chez les électeurs les moins qualifiés et les moins diplômés, qui sont aussi parmi les plus vulnérables sur le plan socio-économique.

On peut s'interroger ici sur la façon dont l'insécurité économique provoquée par la crise sanitaire agit sur les attitudes populistes, aux côtés ou en interaction avec la confiance politico-institutionnelle.

Pour mesurer le rôle de la confiance politique dans la structuration des attitudes populistes, on considère trois items comparables dans les quatre pays du Baromètre, à savoir la confiance dans le gouvernement, dans la chambre basse et dans la chambre haute du Parlement (Cf. Tableau 3). On retient les items concernant des institutions politiques directement impliquées dans l'organisation du pouvoir et le processus politique au niveau national, qu'il convient de distinguer du niveau local et des acteurs politiques de proximité pour lesquels la défiance demeure traditionnellement moins forte.

La défiance politico-institutionnelle est, on peut le voir, particulièrement prononcée en Italie, en France et, dans une moindre mesure, chez nos voisins britanniques. Les niveaux enregistrés pour ces trois pays contrastent fortement avec la confiance qui domine encore majoritairement outre-Rhin. Au niveau agrégé, les variations observables de la confiance politique dans les quatre contextes de l'enquête recoupent la distribution différentielle du populisme attitudinal en France, en Allemagne, en Italie et au Royaume-Uni, telle que mise en lumière par les données du Baromètre.

D'un point de vue statistique, les trois items retenus forment une échelle homogène avec des Alpha de Cronbach de 0,87 en France, 0,94 en Allemagne, 0,89 en Italie et 0,85 au Royaume-Uni. On crée une échelle de confiance à partir de la moyenne des scores de ces trois indicateurs.

Tableau 3 : Indicateurs de confiance politico-institutionnelle

	France	Allemagne	Royaume-Uni	Italie
Le gouvernement	35	57	43	31
Le Sénat / Der Bundesrat / The House of Lord / Il senato	39	59	40	28
L'Assemblée nationale / Der Bundestag / The House of Commons / La Camera dei Deputati	38	58	41	25

% de réponses « très confiance » et « plutôt confiance »

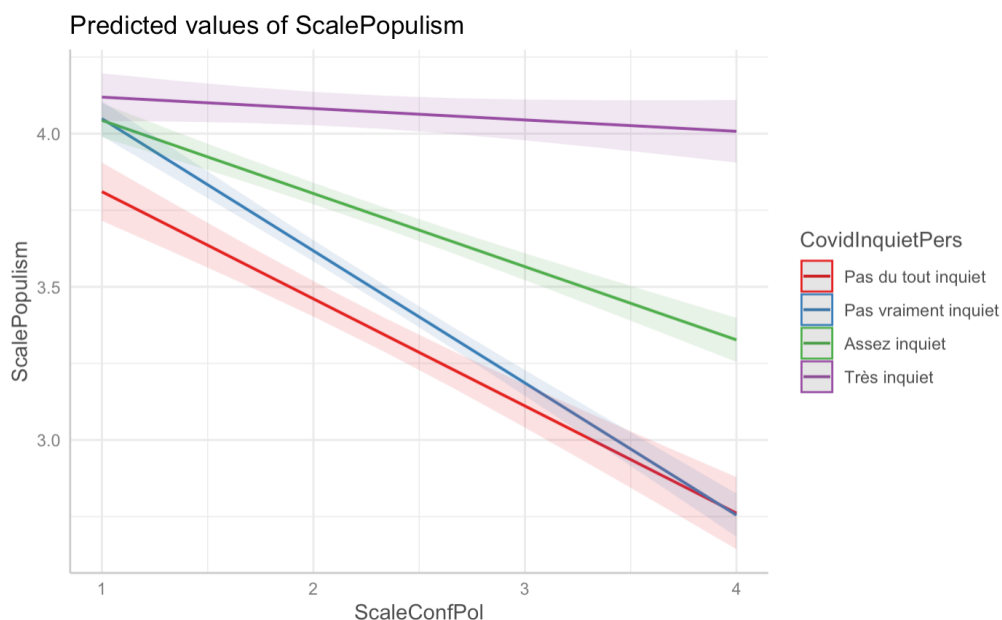
14.

Notons par ailleurs que les inquiétudes économiques et la confiance politique demeurent très faiblement corrélées entre elles. On conduit ici un diagnostic de colinéarité afin d'identifier d'éventuelles variables redondantes pouvant fausser les estimations. Dans tous les cas, l'examen des facteurs d'inflation de la variance (VIFs) n'indique aucune multi-colinéarité grave, avec des valeurs toutes inférieures au seuil conventionnel de 2.

Cette échelle de confiance est intégrée au modèle précédent en interaction avec la variable d'inquiétudes socio-économiques au niveau du foyer. Ce modèle confirme tout d'abord l'existence d'une corrélation forte entre la confiance politico-institutionnelle et les attitudes populistes, sous contrôle de l'ensemble des variables socio-démographiques et quel que soit par ailleurs le niveau d'inquiétudes liées à la pandémie. Sans surprise, le degré de populisme est négativement corrélé avec le niveau de confiance dans les grandes institutions nationales représentatives (Cf. Modèle 4 en annexe).

L'effet d'interaction entre la confiance et les inquiétudes économiques relatives à la crise sanitaire est statistiquement significatif et on en discerne la logique dans la Figure 4 ci-dessous. Si on retrouve de nouveau l'association entre une plus grande confiance et un moindre niveau de populisme, l'effet de la confiance est moins prononcé cependant à mesure qu'augmente le degré d'inquiétudes, ainsi qu'en témoignent les pentes des différentes courbes sur le graphique¹⁴.

Figure 4 : Niveau populisme selon le niveau de confiance politico-institutionnelle et le degré d'inquiétudes économiques relatives à la crise sanitaire (interaction)

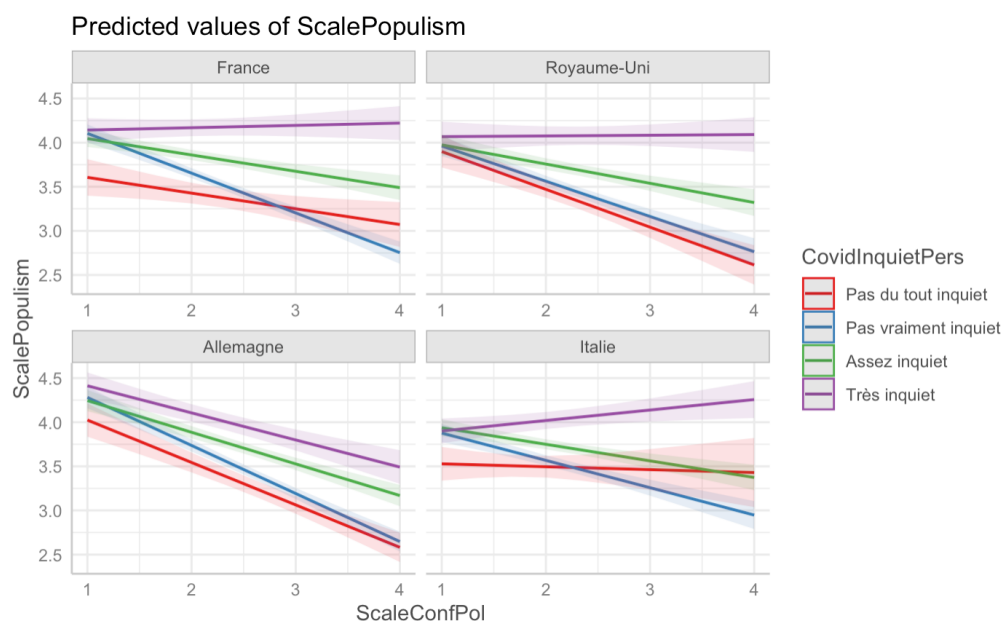


Valeurs prédites de populisme à partir du modèle 4 en annexe

Surtout, pour les enquêtés qui se disent « très inquiets » de l'impact de la crise sanitaire (courbe violette dans la partie supérieure du graphique, Figure 4), le degré de populisme demeure au plus haut et constant, indépendamment de la confiance accordée par ailleurs aux grandes institutions représentatives nationales. Cet effet est significatif et il est visible dans trois des pays de l'enquête, à savoir la France, le Royaume-Uni et l'Italie où les plus inquiets face à la crise sanitaire présentent les niveaux les plus élevés de populisme, quel que soit par ailleurs leur degré de confiance dans les grandes institutions politiques représentatives (Cf. Figure 5).

Seule l'Allemagne paraît dévier du modèle observé dans les autres pays du Baromètre : outre-Rhin, le populisme reste fortement et négativement corrélé avec la confiance politico-institutionnelle, et ce quel que soit le niveau d'inquiétudes économiques relatives à la crise sanitaire.

Figure 5 : Niveau populisme selon le niveau de confiance politico-institutionnelle et le degré d'inquiétudes économiques relatives à la crise sanitaire, effets par pays (interactions)



Valeurs prédites de populisme à partir du modèle 4 en annexe, avec effets d'interactions pour les pays

Quel effet des affiliations populistes antérieures ?

Un dernier aspect peut être envisagé ici qui concerne les affiliations populistes antérieures. Si les données de votes reconstitués a posteriori doivent toujours être maniées avec précaution, il est intéressant de tenter de mesurer l'effet des inquiétudes liées à la crise sanitaire au sein de deux catégories distinctes d'électeurs, à savoir les supporters des partis traditionnels et ceux qui, au contraire, s'étaient déjà tournés vers les acteurs populistes lors des dernières élections nationales¹⁵.

En France, les partis populistes retenus sont le Rassemblement national, Debout la France et La France insoumise, en Allemagne l'AfD et *Die Linke*, en Italie la *Lega*, les Frères d'Italie (Fdi) et le M5S. Notons que pour le Royaume-Uni, les échantillons de supporters du *Brexit Party* et de l'UKIP sont très faibles, ce qui nous conduit à retirer le cas britannique de ce dernier modèle.

La variable dichotomique de vote populiste antérieur est testée en interaction avec la variable d'inquiétudes socio-économiques (Cf. Modèle 5 en annexe). L'ensemble de ces paramètres sont significatifs ainsi que l'effet d'interaction. Si les électeurs des partis populistes demeurent systématiquement et sans surprise plus populistes que ceux des autres partis, le niveau d'inquiétudes économiques relatives à la crise sanitaire tend à réduire de manière significative l'écart entre populistes et non populistes. Ainsi que le montre la Figure 6 ci-dessous, les niveaux de populisme sont beaucoup plus proches, en particulier chez les électeurs les plus inquiets des conséquences de la pandémie pour la situation économique de leur foyer¹⁶.

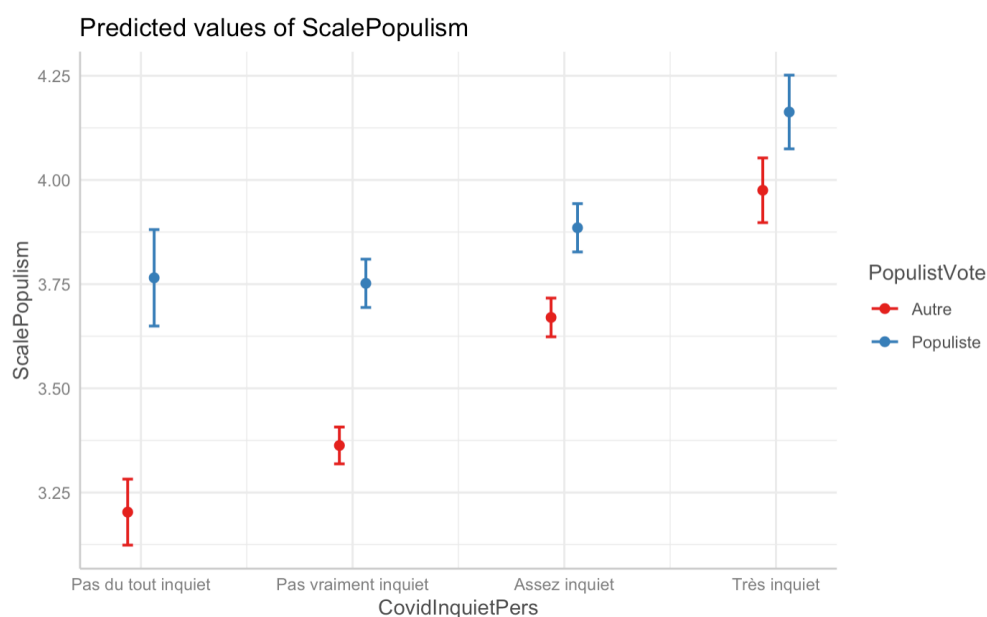
15.

Pour la France, il s'agit de l'élection présidentielle de 2017. Pour l'Allemagne, il s'agit des élections législatives de 2017, des élections parlementaires de 2018 en Italie et des élections générales de 2019 au Royaume-Uni.

16.

Notons en outre que les électeurs des partis populistes aux dernières élections nationales ne sont pas beaucoup plus inquiets en moyenne que ceux des autres partis, les différences demeurant très faibles.

Figure 6 : Niveau populisme selon vote antérieur et le degré d'inquiétudes économiques relatives à la crise sanitaire (interaction)



Quelles perspectives pour les forces populistes ?

17.
<https://voxeu.org/article/covid-19-and-socio-political-attitudes-europe>

18.
 Cf. Fetzer, T., Hensel, L., Hermle, J. & Roth, C. (2020) « Coronavirus perceptions and economic anxiety ». Working Paper, Preprint, arXiv: <https://arxiv.org/abs/2003.03848>

À bien des égards, l'épidémie actuelle de coronavirus peut être pensée comme un moment critique dont les multiples ramifications sanitaires, financières, économiques et politiques ont le potentiel d'altérer de manière significative les attitudes et les choix politiques¹⁷, notamment par le biais des insécurités économiques que la crise peut générer. Des travaux récents illustrent à cet égard les effets de la crise sanitaire sur l'augmentation significative et rapide des sentiments d'anxiété économique¹⁸, dont on sait qu'ils jouent un rôle déterminant dans la réaction populiste contemporaine, particulièrement dans les groupes sociaux les plus vulnérables.

S'il s'agit encore ici d'une analyse très exploratoire, les résultats de cette note fournissent quelques éléments de réflexion quant aux conséquences potentielles de la crise sanitaire sur les attitudes politiques et, plus particulièrement, sur le populisme.

Les données du Baromètre de la confiance politique confirment, nous l'avons vu, la présence d'attitudes populistes diffuses dans l'ensemble des électorats français, allemand, italien et britannique, dont on peut penser qu'elles constituent un réel potentiel de mobilisation pour des acteurs populistes tels que le RN en France, le M5S ou la Lega en Italie ou l'AfD en Allemagne.

La vague 12 du Baromètre illustre une nouvelle fois les liens forts qui existent entre le populisme et les inquiétudes socio-économiques, en particulier dans le contexte spécifique de la crise sanitaire actuelle. En France, en Italie et au Royaume-Uni, notamment, les électeurs les plus inquiets des conséquences économiques pour leur foyer de la crise sanitaire montrent le plus fort niveau de populisme, et cette corrélation apparaît relativement indépendante des

caractéristiques socio-démographiques et d'autres facteurs plus structurels tels que la confiance politico-institutionnelle. Par ailleurs, l'effet des inquiétudes économiques semble s'exercer y compris chez des électeurs qui s'étaient détournés des forces populistes à l'occasion des derniers grands rendez-vous électoraux nationaux en France, en Italie ou en Allemagne.

Si les données ne nous permettent naturellement pas d'établir de lien de causalité ni même d'isoler un effet propre de la crise sanitaire sur la propension des individus à développer des attitudes plus populistes depuis le début de la pandémie, ces résultats soulignent le rôle des inquiétudes socio-économiques dans une possible réaction populiste face aux enjeux de la pandémie, en lien avec l'existence d'une défiance politico-institutionnelle particulièrement marquée, notamment dans des pays comme la France ou l'Italie.

19.

Cf. Van Hauwaert, S. M. and van Kessel, S. (2018). "Beyond protest and discontent: A cross-national analysis of the effect of populist attitudes and issue positions on populist party support". *European Journal of Political Research*, 57(1), 68–92; Ivaldi, Gilles. « Populisme et choix électoral. Analyse des effets des attitudes populistes sur l'orientation du vote », *Revue française de science politique*, vol. 68, no. 5, 2018, pp. 847-872.

20.

Cf. Benjamin Moffitt, « How to Perform Crisis: A Model for Understanding the Key Role of Crisis in Contemporary Populism ». *Government and Opposition*, 50(2), 2015, p.189-217.

Reste naturellement la question de l'activation de ce potentiel attitudinal. Les attitudes populistes telles qu'elles ont pu être mesurées dans la dernière vague du Baromètre ne se traduisent pas nécessairement en acte de vote en faveur de partis populistes, quand bien même la recherche comparative a amplement démontré qu'il existe un lien fort entre les attitudes populistes, d'une part, et les préférences électorales, de l'autre¹⁹.

L'histoire récente du populisme nous rappelle que le succès des populistes tient pour beaucoup à leur capacité d'interpréter et de médiatiser les crises dans l'espace de la compétition politico-électorale²⁰. À la lumière de nos données, les mouvements populistes pourraient être en mesure de capitaliser sur les inquiétudes économiques, sociales et culturelles qui alimentent traditionnellement le vote pour ces partis, et qui ne manqueront pas de surgir dans l'après-Covid, une fois l'urgence sanitaire passée. À cet égard, un nouveau cycle politique marqué par le déclin durable des acteurs populistes paraît encore bien hypothétique.

Annexes

Modèle 1

	<i>Dependent variable:</i>
	ScalePopulism
GenderUne femme	-0.009 (0.019)
poly(AgeContinuous, 2, raw = TRUE)1	0.009** (0.004)
poly(AgeContinuous, 2, raw = TRUE)2	-0.0001*** (0.00004)
Education+	-0.050** (0.025)
Education++	-0.125*** (0.022)
ISCOProf. Intel.Scién.	-0.079** (0.034)
ISCOProf.Interm.	-0.033 (0.037)
ISCOEmployés Admin.	0.003 (0.034)
ISCOPErs. Services	-0.047 (0.040)
ISCOTechniciens	0.057 (0.045)
ISCOOuvriers Prof.Elément.	0.042 (0.041)
ISCOAutres	-0.067** (0.032)
DeprivationFacilement	0.058* (0.035)
DeprivationDifficilement	0.209*** (0.036)
DeprivationTrès difficilement	0.376*** (0.048)
RiskUnemployUn peu de risques	0.020 (0.022)
RiskUnemployBeaucoup de risques	0.154*** (0.030)
paysRoyaume-Uni	-0.092*** (0.026)
paysAllemagne	-0.107*** (0.025)
paysItalie	-0.033 (0.026)
Constant	3.480*** (0.095)
Observations	6,903
R ²	0.056
Adjusted R ²	0.053
Residual Std. Error	0.739 (df = 6882)
F Statistic	20.500*** (df = 20; 6882)
<i>Note:</i>	*p<0.1; **p<0.05; ***p<0.01

Modèle 2

	<i>Dependent variable:</i>
	ScalePopulism
GenderUne femme	0.001 (0.020)
poly(AgeContinuous, 2, raw = TRUE)1	0.008** (0.004)
poly(AgeContinuous, 2, raw = TRUE)2	-0.0001*** (0.00004)
Education+	-0.067** (0.027)
Education++	-0.115*** (0.023)
ISCOProf. Intel.Scién.	-0.088** (0.035)
ISCOProf.Interm.	-0.021 (0.039)
ISCOEmployés Admin.	0.011 (0.036)
ISCOPErs. Services	-0.053 (0.042)
ISCOTechniciens	0.076 (0.047)
ISCOOuvriers Prof.Elément.	0.065 (0.044)
ISCOAutres	-0.058* (0.034)
DeprivationFacilement	0.073** (0.036)
DeprivationDifficilement	0.220*** (0.038)
DeprivationTrès difficilement	0.349*** (0.052)
RiskUnemployUn peu de risques	0.021 (0.023)
RiskUnemployBeaucoup de risques	0.159*** (0.032)
poly(lr11, 2, raw = TRUE)1	-0.103*** (0.015)
poly(lr11, 2, raw = TRUE)2	0.013*** (0.001)
paysRoyaume-Uni	-0.085*** (0.028)
paysAllemagne	-0.078*** (0.027)
paysItalie	-0.045* (0.028)
Constant	3.600*** (0.110)
Observations	6,066
R ²	0.078
Adjusted R ²	0.074
Residual Std. Error	0.735 (df = 6043)
F Statistic	23.200*** (df = 22; 6043)
<i>Note:</i>	*p<0.1; **p<0.05; ***p<0.01

Modèle 3

	<i>Dependent variable:</i>
	ScalePopulism
GenderUne femme	-0.015 (0.018)
poly(AgeContinuous, 2, raw = TRUE)1	0.009** (0.003)
poly(AgeContinuous, 2, raw = TRUE)2	-0.0001*** (0.00004)
Education+	-0.055** (0.024)
Education++	-0.125*** (0.021)
ISCOProf. Intel.Scién.	-0.055* (0.033)
ISCOProf.Interm.	-0.003 (0.036)
ISCOEmployés Admin.	0.026 (0.033)
ISCOPers. Services	-0.024 (0.039)
ISCOTechniciens	0.081* (0.043)
ISCOOuvriers Prof.Elément.	0.040 (0.040)
ISCOAutres	-0.035 (0.031)
DeprivationFacilement	0.015 (0.036)
DeprivationDifficilement	0.063* (0.038)
DeprivationTrès difficilement	0.118** (0.049)
RiskUnemployUn peu de risques	-0.032 (0.022)
RiskUnemployBeaucoup de risques	0.034 (0.030)
CovidInquietPersPas vraiment inquiet	0.108*** (0.031)
CovidInquietPersAssez inquiet	0.354*** (0.033)
CovidInquietPersTrès inquiet	0.670*** (0.040)
paysRoyaume-Uni	-0.068*** (0.025)
paysAllemagne	-0.112*** (0.025)
paysItalie	-0.034 (0.025)
Constant	3.310*** (0.094)
Observations	6,859
R ²	0.110
Adjusted R ²	0.107
Residual Std. Error	0.717 (df = 6835)
F Statistic	36.800*** (df = 23; 6835)
<i>Note:</i>	*p<0.1; **p<0.05; ***p<0.01

Modèle 4

	<i>Dependent variable:</i>
	ScalePopulism
GenderUne femme	-0.015 (0.018)
poly(AgeContinuous, 2, raw = TRUE)1	0.009** (0.003)
poly(AgeContinuous, 2, raw = TRUE)2	-0.0001*** (0.00004)
Education+	-0.055** (0.024)
Education++	-0.125*** (0.021)
ISCOProf. Intel.Scién.	-0.055* (0.033)
ISCOProf.Interm.	-0.003 (0.036)
ISCOEmployés Admin.	0.026 (0.033)
ISCOPers. Services	-0.024 (0.039)
ISCOTechniciens	0.081* (0.043)
ISCOOuvriers Prof.Elément.	0.040 (0.040)
ISCOAutres	-0.035 (0.031)
DeprivationFacilement	0.015 (0.036)
DeprivationDifficilement	0.063* (0.038)
DeprivationTrès difficilement	0.118** (0.049)
RiskUnemployUn peu de risques	-0.032 (0.022)
RiskUnemployBeaucoup de risques	0.034 (0.030)
CovidInquietPersPas vraiment inquiet	0.108*** (0.031)
CovidInquietPersAssez inquiet	0.354*** (0.033)
CovidInquietPersTrès inquiet	0.670*** (0.040)
paysRoyaume-Uni	-0.068*** (0.025)
paysAllemagne	-0.112*** (0.025)
paysItalie	-0.034 (0.025)
Constant	3.310*** (0.094)
Observations	6,859
R ²	0.110
Adjusted R ²	0.107
Residual Std. Error	0.717 (df = 6835)
F Statistic	36.800*** (df = 23; 6835)
<i>Note:</i>	*p<0.1; **p<0.05; ***p<0.01

Modèle 5

	Dependent variable:
	ScalePopulism
GenderUne femme	-0.0005 (0.021)
poly(AgeContinuous, 2, raw = TRUE)1	0.003 (0.004)
poly(AgeContinuous, 2, raw = TRUE)2	-0.00003 (0.00004)
Education+	-0.033 (0.027)
Education++	-0.111*** (0.024)
ISCOProf. Intel.Scién.	-0.057 (0.040)
ISCOProf.Interm.	-0.049 (0.041)
ISCOEmployés Admin.	-0.004 (0.038)
ISCOPers. Services	-0.039 (0.045)
ISCOTechniciens	0.032 (0.048)
ISCOOuvriers Prof.Elément.	0.035 (0.045)
ISCOAutres	-0.068* (0.037)
DeprivationFacilement	0.009 (0.043)
DeprivationDifficilement	0.050 (0.045)
DeprivationTrès difficilement	0.114** (0.057)
RiskUnemployUn peu de risques	-0.018 (0.024)
RiskUnemployBeaucoup de risques	0.021 (0.034)
CovidInquietPersPas vraiment inquiet	0.160*** (0.043)
CovidInquietPersAssez inquiet	0.467*** (0.045)
CovidInquietPersTrès inquiet	0.772*** (0.055)
PopulistVotePopuliste	0.562*** (0.069)
paysAllemagne	-0.084*** (0.024)
paysItalie	-0.089*** (0.025)
CovidInquietPersPas vraiment inquiet:PopulistVotePopuliste	-0.173** (0.076)
CovidInquietPersAssez inquiet:PopulistVotePopuliste	-0.347*** (0.076)
CovidInquietPersTrès inquiet:PopulistVotePopuliste	-0.374*** (0.088)
Constant	3.250*** (0.109)
Observations	5,222
R ²	0.149
Adjusted R ²	0.145
Residual Std. Error	0.704 (df = 5195)
F Statistic	35.100*** (df = 26; 5195)
Note:	*p<0.1; **p<0.05; ***p<0.01